

tionale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés, notamment son programme de travail et ses recommandations, en tant qu'étape constructive de l'exécution de son mandat;

3. *Réaffirme et proroge* le mandat du Groupe d'experts gouvernementaux, tel qu'il est défini dans les résolutions 36/148 et 37/121 de l'Assemblée générale;

4. *Demande* au Secrétaire général, sans préjudice de la règle énoncée dans la résolution 36/148, d'aider, dans la mesure du possible et à titre exceptionnel, les experts venant des pays les moins avancés, nommés par le Secrétaire général, à participer pleinement au travail du Groupe d'experts gouvernementaux, en vue de s'acquitter de son mandat;

5. *Prie* le Secrétaire général d'établir une compilation des observations et des suggestions qu'il pourra recevoir des Etats Membres sur la question;

6. *Demande* au Groupe d'experts gouvernementaux de poursuivre ses travaux en 1984 au cours de deux sessions d'une durée de deux semaines chacune, en vue de s'acquitter de son mandat;

7. *Prie* le Groupe d'experts gouvernementaux de présenter un rapport sur ses travaux à l'Assemblée générale en temps utile pour qu'elle l'examine lors de sa trente-neuvième session;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-neuvième session le point intitulé «Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés».

98<sup>e</sup> séance plénière  
15 décembre 1983

### 38/85. Décision d'Israël de construire un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 36/150 du 16 décembre 1981 et 37/122 du 16 décembre 1982,

*Rappelant* les règles et principes du droit international relatifs aux droits et devoirs fondamentaux des Etats,

*Ayant à l'esprit* les principes du droit international relatifs à l'occupation de guerre, y compris la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949<sup>62</sup>, et réaffirmant qu'ils s'appliquent à tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général<sup>63</sup>,

*Reconnaissant* que le canal envisagé, qui traverserait en partie la bande de Gaza, territoire palestinien occupé en 1967, violerait les principes du droit international et porterait atteinte aux intérêts du peuple palestinien,

*Convaincue* que le canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte, s'il était construit par Israël, porterait un préjudice direct, grave et irréparable aux droits et aux intérêts légitimes vitaux de la Jordanie dans les domaines économique, agricole, démographique et écologique,

*Notant avec regret* le non-respect par Israël de la résolution 36/150 de l'Assemblée générale,

1. *Déplore* le non-respect par Israël de la résolution 37/122 de l'Assemblée générale et son refus de recevoir le Groupe d'experts;

2. *Souligne* que, s'il était construit, le canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte constituerait une violation des règles et principes du droit international, en particulier de ceux qui ont trait aux droits et devoirs fondamentaux des Etats et à l'occupation de guerre;

3. *Exige* qu'Israël ne construise pas ce canal et abandonne immédiatement toutes mesures ou plans adoptés en vue de l'exécution de ce projet;

4. *Demande* à tous les Etats, institutions spécialisées et organisations gouvernementales et non gouvernementales de ne fournir aucune assistance directe ou indirecte à la préparation ni à l'exécution de ce projet et demande instamment aux sociétés nationales, internationales et transnationales de s'en abstenir également;

5. *Prie* le Secrétaire général de suivre et d'évaluer de façon continue, par l'intermédiaire d'un organe d'experts compétent, tous les aspects — juridiques, politiques, économiques, écologiques et démographiques — des effets fâcheux, sur la Jordanie et les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, de la mise à exécution de la décision d'Israël de construire ce canal, et de transmettre régulièrement à l'Assemblée générale les conclusions de cet organe;

6. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, sur l'application de la présente résolution;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-neuvième session la question intitulée «Décision d'Israël de construire un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte».

98<sup>e</sup> séance plénière  
15 décembre 1983

<sup>62</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973, p. 287.

<sup>63</sup> A/38/502 et Add.1 et 2.